

Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement



## Burundi : une difficile transition

**Commission Justice et Paix belge francophone asbl**  
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique  
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00  
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

# Burundi : une difficile transition

## *Introduction*

Malgré l'entrée en fonction du Gouvernement actuel depuis le mois d'août 2005, qui a ainsi marqué officiellement la fin de la période de Transition, tout se passe comme si elle était toujours en cours car les nouvelles autorités se cherchent encore et ne semblent pas vraiment assurer à 100 % le programme sur lequel elles se sont engagées lors des élections qui les ont portées au pouvoir. Cela se manifeste d'ailleurs aussi au regard des gesticulations et des crises que traverse actuellement le pouvoir.

Cette analyse est le fruit de la confrontation des points de vue émis dans le groupe de travail « Afrique » avec l'aide de Joseph Ntamahungiro, permanent d'EurAc (réseau dont nous sommes membre actif).

## *Réflexions sur les élections en 2005*

Pour tenter de comprendre le paysage politique actuel au Burundi et les crises qui le secouent, il faut se reporter aux élections de 1993 qui ont mis fin au système de parti unique. Ces élections avaient permis d'éliminer toute la kyrielle de petits partis qui s'agitaient sans réelle assise populaire et avaient vu émerger les partis FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi, pro-Hutu) et UPRONA (Union pour le Progrès National, pro-Tutsi). Du côté tutsi, ces petits partis avaient bénéficié, après l'assassinat du Président hutu Melchior Ndadaye et la décapitation des institutions démocratiquement élues, de l'appui de l'armée et de la police alors aux mains de l'UPRONA, ce qui leur avait permis de s'imposer par la violence (assassinat des cadres hutus, etc.). Ils avaient aussi bénéficié d'alliés de taille au sein des Eglises, notamment l'Eglise catholique.

Mais même si la propagande des extrémistes tutsis, des médias internationaux et des chancelleries occidentales ont voulu nous le faire croire, les élections de 1993 ne furent pas ethniques, car si cela avait été le cas, on voit mal comment le Tutsi Buyoya aurait pu récolter 32 % des votes (alors que l'on estimait à environ 15 % la proportion de Tutsis dans la population burundaise) et le Hutu Ndadaye 67 % ; un autre candidat hutu ne récoltant qu'1 %. Il faut plutôt voir le résultat de ces élections comme un vote-sanction contre la politique menée jusque-là.

Les élections de 2005 furent comme celles de 1993 : une sanction. Sanction contre le tandem FRODEBU-UPRONA ainsi que contre les autres petits partis politiques qui ne représentaient pas grand monde. Dans le cas du FRODEBU, il semble que c'est pour avoir oublié les « 46 propositions » de son Programme qu'il a vu s'émietter la confiance que les électeurs avaient mise en lui lors des élections de 1993. Nous pensons que les conditions difficiles qu'il a traversées depuis le coup d'Etat du 21 octobre 1993 n'expliquent pas toute sa léthargie et son manque de contact avec le Burundi profond. Il lui a été reproché notamment ses compromis avec le pouvoir UPRONA (ses « compromissions » comme beaucoup les ont qualifiés), les scandales qui l'ont secoué avec l'étalage d'une richesse de ses dirigeants au moment où la population mourrait de faim, etc.

Les élections de 2005 furent donc remportées par le CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces pour la Défense de la Démocratie, pro-Hutu), loin devant le FRODEBU lui-même encore bien devant l'UPRONA.

## *Quelques signes positifs mais aussi négatifs du pouvoir actuel*

Depuis ces élections, le pouvoir s'est mis en place et a décidé une série de mesures à portée positive, parfois symbolique, mais aussi malheureusement d'autres à portée négative et dangereuse.

Citons quelques mesures à portée positive ou symbolique :

- la gratuité de l'enseignement en faveur de tous les enfants de l'école primaire ;
- la gratuité des soins de maternité pour les femmes accouchant dans des hôpitaux publics et des soins médicaux pour les enfants de moins de 5 ans soignés dans ces mêmes hôpitaux
- la diminution des prix de certaines boissons ;
- la suppression des taxes sur les produits vivriers importés ;
- l'augmentation de 15 % des salaires des fonctionnaires de l'Etat ;
- la remise au Trésor public de reliquats de ses « provisions » par le Président de la République à son retour de la 60<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies ;
- l'annulation des arriérés des redevances des radios privées et officielles envers l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications ;
- l'annonce de grands chantiers tels que la construction d'un nouvel aéroport international, de stades modernes et de barrages hydroélectriques ;
- l'étude en cours d'une loi pour l'abolition de la peine de mort.

Citons également quelques mesures à portée négative - celles-ci ont fait perdre leur crédibilité aux autorités actuelles :

- la violation de l'esprit de l'Accord d'Arusha dans la composition du Gouvernement ainsi que dans l'organisation et le fonctionnement du Parlement ;
- l'ingérence excessive des structures dirigeantes du CNDD-FDD dans la gestion des affaires de l'Etat au détriment des institutions constitutionnelles habilitées et ce, souvent, pour des motifs partisans ou d'intérêts sectaires contraires aux exigences d'une bonne gouvernance ;
- la déstabilisation des partis politiques de l'opposition par le débauchage des élus parlementaires ou locaux, par l'élimination quasi systématique des membres de cette opposition des responsabilités dans la gestion des affaires du pays, et par la restriction de la liberté d'action de ces partis ;
- la manque de transparence dans la gestion des affaires publiques avec beaucoup de corruption ;
- le pouvoir exécutif qui essaie par différents moyens d'empêcher le pouvoir judiciaire de fonctionner correctement ;
- l'emprisonnement d'activistes de la société civile, de journalistes et de personnes accusées à tort d'être putschistes ;
- de nombreuses disparitions et exécutions d'opposants au pouvoir.

On le voit, certaines de ces mesures sont extrêmement graves et, sous couvert de quelques mesures positives, font penser aux manœuvres d'un pouvoir dictatorial plutôt qu'à une démocratie naissante. D'autant que, face à la toute puissance du parti au pouvoir (CNDD-FDD), les partis d'opposition se sont montrés faibles et divisés et ne peuvent donc pas jouer leur rôle.

Par exemple, l'UPRONA a perdu son label de parti unioniste pour se présenter comme le leader de la « famille politique ethnique tutsie » ; il a d'ailleurs vu de grands militants hutus le

quitter. Aujourd'hui, l'UPRONA est traversé par deux courants : rester au pouvoir ou en sortir.

Un autre exemple de cette opposition : le FRODEBU a oublié sa mission et revendique le statut de leader de la « famille politique ethnique hutue » dans le cartel qu'il a formé avec d'autres partis plus petits. Cartel qui a d'ailleurs éclaté. Enfin, le FRODEBU est lui aussi « divisé » en deux clans.

Quand on voit dans quel « état » se situe l'opposition politique, on peut se réjouir, si l'on peut dire, de l'existence d'une société civile vive, qui joue le rôle des partis d'opposition.

### ***Actualité récente et marquante***

Des faits marquants se sont déroulés récemment au Burundi ; nous pensons qu'ils montrent que la vie politique burundaise se trouve à un tournant. En effet, Hussein Radjabu, qui présidait le parti politique au pouvoir CNDD-FDD, est destitué le 6 février de cette année par un congrès extraordinaire du parti. Il est remplacé par un modéré qui semble vouloir respecter les partis d'opposition. Hussein Radjabu était le véritable « homme fort » du pays, et semblait avoir une influence considérable et négative (pas en faveur d'une démocratie) sur le Président de la République Pierre Nkurunziza, issu du même parti. Beaucoup se posent aussi des questions quant à ses relations avec le Président rwandais Paul Kagame, jusqu'à soutenir le Rwanda dans sa campagne contre la France et la signature d'un accord de coopération avec ce pays. De plus, Hussein Radjabu, musulman, semblait favoriser la communauté musulmane du Burundi, qui ne représente pourtant que quelques pour cents de la population du pays. Il avait même fait décréter des fêtes musulmanes comme jours fériés.

Le Président Nkurunziza, quant à lui, agissait aussi parfois de manière pour le moins étonnante. Outre certains actes que l'on peut supposer avoir été décidés ou commis sous l'influence (ou l'injonction ?) d'Hussein Radjabu (alignement trop aveugle sur le Rwanda, relations privilégiées avec des pays arabes au détriment des partenaires classiques occidentaux, la nomination de musulmans à des postes importants...), certains autres actes posent question également : ses prises de décisions importantes au niveau national qui doivent être appliquées dès le lendemain sans aucune consultation préalable (on l'a vu plus haut : gratuité de l'enseignement, des soins de santé...) ou encore sa dévotion exagérée envers les différentes religions (catholique, protestantes, mais aussi sectes).

Suite à la destitution d'Hussein Radjabu, le Président Nkurunziza procéda à des nominations, à différents postes, de personnes apparemment compétentes et modérées.

### ***Conclusion***

Si le Burundi paraît souffrir de l'influence néfaste de Monsieur Radjabu et des lobbies qu'il représente, il semble bien que la démocratie est en train de remettre à l'heure des vrais lieux d'où doit s'exercer le pouvoir au profit de tous.

Rien n'est pourtant acquis. Qui peut prévoir la réaction, à moyen terme, de cette aile du parti au pouvoir ?

Qui peut garantir qu'une fois ce fusible sauté, la machine démocratique va mieux fonctionner? On ne peut naïvement pas concevoir que c'est un seul homme qui fut l'artisan des dérapages.

Le CNDD au pouvoir fait partie d'une classe politique qui dans sa globalité se cherche et a du mal à dépasser des intérêts propres.

Par ailleurs, la gestion d'une rébellion n'est pas tout à fait du même ordre que la gestion du bien commun d'un pays... Un accompagnement international est nécessaire. La commission de la consolidation de la paix de l'ONU doit être plus active dans ce pays.

La Belgique doit, sur base du bilan actuel, faire les pressions nécessaires mais aussi mieux calibrer ses appuis en renforçant les espaces de dialogue politique et culturel entre les acteurs clés du pays. Acteurs dont certains sont en prise directe avec une population qui a plus qu'assez des jeux politiques alors que sa pauvreté la place dans les plus bas niveaux de la planète.

---

Benoit Albert,  
Mai 2007.

Cette analyse est le fruit de la confrontation des points de vue émis dans le groupe de travail « Afrique » suite à l'exposé de Joseph Ntamahungiro, permanent d'EurAc (réseau dont Justice et Paix est membre actif).